

Brochure n° 3005 T2

Convention collective nationale
IDCC : 1702. – TRAVAUX PUBLICS
(Tome II : Ouvriers)

ACCORD DU 14 DÉCEMBRE 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2017
(CENTRE-VAL DE LOIRE)

NOR : ASET1750152M
IDCC : 1702

Entre

FRTF Centre VDL

D'une part, et

UR FO Centre VDL

UR Centre VDL CFDT

UR Centre VDL CFTC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Pour 2017, les valeurs des minima annuels sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année des positions de la classification des ouvriers des travaux publics comme indiqué à l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992, étendue par arrêté ministériel du 10 avril 2003 (*Journal officiel* du 20 avril 2003) sont les suivantes :

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	VALEUR ANNUELLE DE POINT	MINIMUM ANNUEL applicable pour 2017 base 35 heures
Niveau I			
– position 1	100	188,13	18813
– position 2	110	174,27	19170
Niveau II			
– position 1	125	158,97	19872
– position 2	140	158,95	22253

NIVEAU	COEFFICIENT	VALEUR ANNUELLE DE POINT	MINIMUM ANNUEL applicable pour 2017 base 35 heures
Niveau III			
– position 1	150	158,95	23842
– position 2	165	151,40	24980
Niveau IV	180	151,40	27251

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic) en vigueur.

Article 2

En application de l'article L. 3221-2 du code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 3

Le présent accord sera déposé, en deux exemplaires, une version papier et une version électronique à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes d'Orléans.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 5

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Orléans, le 14 décembre 2016.

(Suivent les signatures.)